

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél. : 021 601 74 67

www.uniterre.ch

Communiqué de presse

Journée internationale des luttes paysannes

Un engagement plus fort des collectivités locales en faveur de la souveraineté alimentaire

Lausanne, le 17 avril 2012. Paysans et sympathisants d'Uniterre ont mené quatre actions symboliques à Genève, Môtiers, Laufen et Winterthur en faveur de la souveraineté alimentaire

Le 17 avril est la journée internationale des luttes paysannes, commémorant le massacre de 19 paysans qui luttaient pour la terre et la justice au Brésil en 1996. Chaque année des manifestations sont organisées partout dans le monde afin de défendre les familles paysannes et les petits paysans qui luttent pour leurs droits.

La Suisse se mobilise

En Suisse, Uniterre a organisé quatre actions symboliques dans plusieurs régions -à Genève, Môtiers, Laufen et Winterthur- qui ont ciblé des mesures clé pour inscrire la filière laitière dans une politique de souveraineté alimentaire. Les paysans et sympathisants d'Uniterre ont dénoncé le système alimentaire actuel, réduit à un modèle d'agriculture industrialisée, contrôlé par un petit nombre d'entreprises et conçu pour générer des profits. Ce système échoue complètement à répondre à ses obligations d'approvisionnement alimentaire régional, notamment pour répondre aux besoins des habitants de ses villes. Ils demandent :

- aux Villes de Genève et Winterthur un engagement plus fort dans la mise en pratique d'une production alimentaire régionale et paysanne, qui soit inscrite dans une durabilité sociale, économique et écologique. Dans la filière laitière en particulier, les Villes et collectivités locales ont un rôle à jouer en soutenant la pétition nationale en faveur d'une gestion des quantités en main des producteurs et en incitant l'accessibilité à du lait équitable dans ses établissements scolaires.
- Aux services de l'État de Neuchâtel de prendre les mesures nécessaires contre les usines à lait qui ne respectent pas les législations en vigueur. Si ces usines à lait « hors sol » représentent le modèle agricole prôné par les industries laitières, elles provoquent de multiples dégradations de l'environnement naturel et social, de la qualité du lait, de la vie des familles paysannes et de la santé des animaux.
- Aux citoyens, consommateurs et consommatrices de soutenir et d'amplifier les solutions alternatives qui existent, à l'exemple des initiatives d'agriculture contractuelle de proximité. Le lancement de l'ACP avec des produits laitiers à Laufen aujourd'hui mérite d'être reconduit dans de multiples autres régions.
- Aux organisations agricoles et de la société civile, aux collectivités locales de faire un acte citoyen en faveur de la souveraineté alimentaire en signant et en soutenant officiellement la pétition nationale «Du lait, mais pas plus qu'il n'en faut !».

Plus de 250 mobilisations sur les cinq continents

La Via Campesina, mouvement paysan international, a décrété ce 17 avril 2012 journée contre l'accaparement des terres. Plus de 250 manifestations ont été conjointement menées, de Buenos Aires en Argentine à Halifax au Canada, de Cape Town en Afrique du Sud à Dakar au Sénégal et de Jérusalem en Palestine à Jakarta en Indonésie¹. En Europe, le Mouvement *Nyeléni-Europe* pour la souveraineté alimentaire chapeaute une semaine d'action du 16 au 22 avril. Des actions ont eu lieu d'Alicante en Espagne à Sligo en Irlande, en passant par Bruxelles ou Istrie en Croatie afin de faire reconnaître cette journée internationale des luttes paysannes et d'indiquer aux politiciens que la société civile a une opinion claire sur l'avenir de notre système alimentaire: un système dédié à la production de nourriture locale, saine et solidaire en fonction des besoins des populations, qui soit basé sur le principe de la souveraineté alimentaire. Sur la thématique de l'accaparement des terres, Uniterre organise avec d'autres organisations deux soirées-débats à Genève et Neuchâtel les 17 et 18 avril : «La terre à celles et ceux qui la travaillent; Marinaleda, une utopie devenue réalité?» Marinaleda est un village en Andalousie, contrastant avec les serres des exploitations agricoles intensives: c'est un village autonome.

En Annexe : communiqués de presse détaillés de l'action de Genève ; Môtiers et Winterthur; communiqué de presse de Via Campesina.

Contacts presse :

Genève :

(D/F) Rudi Berli, Secrétaire à Uniterre 078 707 78 83, r.berli@uniterre.ch

Winterthur :

(D) Samuel Spahn, Uniterre ZH/Winterthur. Tel: 044 740 43 90, spahn.s@bluewin.ch; (D) Tobias Jordi, Uniterre ZH, 079 716 86 32, ping@xylem.ch

Môtiers, Val de Travers et Neuchâtel:

(F) Philippe Reichenbach, président section NE Uniterre. 079 640 89 63, philippe.reichenbach@sunrise.ch

Laufen (BL) :

(D) Florian Buchwalder, président section N-W Schweiz Uniterre, 079 470 70 48, flobass@gmx.ch

¹ Liste des actions dans le monde le 17 avril 2012 : <http://www.viacampesina.org/fr/>

Secrétariat Uniterre

C/o Rudi Berli

Rue des Gares 15

1201 Genève

Tél : 078 707 78 83

r.berli@uniterre.ch

info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

Genève, 17 avril 2012

Lettre ouverte

A l'intention du Conseil Administratif de la Ville de Genève

A l'occasion de la journée internationale de luttes paysanne du 17 avril 2012, Uniterre attend la réponse du Conseil Administratif à la requête de patronage de la pétition lancé par notre syndicat pour une régulation du marché laitier afin de garantir la pérennité de cette filière dans notre pays et également dans notre canton. En effet, l'engagement de la Ville de Genève serait un signal important vis-à-vis du Conseil Fédéral et signifierait en même temps un renforcement de la politique de soutien à la filière laitière locale et à la production agricole de proximité développée par cette dernière. Un tel patronage donnerait également suite à la motion M-883, acceptée par le Conseil municipal le 14 octobre 2009, qui demande entre autres « de soutenir la demande des paysans d'attribuer la gestion de la production de lait aux producteurs et non à l'ensemble de la filière laitière ».

Depuis la libéralisation du marché laitier en 2009 plus de 1000 exploitations laitières sont condamnées chaque année. Ainsi à Genève il ne reste plus que 5 producteurs. Alors que la production laitière genevoise est fortement menacée, les deux grands distributeurs Migros et Coop refusent de distribuer le lait genevois équitable (lait GRTA), privant ainsi les consommateurs genevois de leur liberté de choix.

Par ailleurs cette grande distribution pèse également sur la production indigène dans de nombreux autres secteurs : Que ce soit en important actuellement des patates israéliennes, alors que les stocks de patates indigènes sont pleins (comme dans la filière viticole ou dans l'élevage), ou en faisant pression sur les prix comme dans le secteur des fruits, ou la production céréalière.

Dans ce contexte de forte pression, nous tenons à remercier la Ville pour son engagement à promouvoir et à défendre une agriculture paysanne de proximité. En effet, l'exemple de l'action de la Ville de Genève illustre le fait que l'alimentation et l'agriculture n'est pas la seule préoccupation des paysans mais que la population citadine est fortement concernée pour savoir où et comment est produite notre alimentation. Dans ce sens nous encourageons la Ville à continuer son action et à favoriser l'implication des différents acteurs.

Déjà aujourd'hui la Ville de Genève propose dans ses établissements de la petite enfance des produits GRTA, elle soutient des projets de transformation et de distribution ainsi que le projet de production de plantons et de multiplication de semences « Artichauts » dans le cadre du projet Beaulieu.

Nous pouvons encore citer le dépliant sur la consommation « responsable » qui promeut une consommation plus durable.

En vue de la situation actuelle de l'agriculture et notamment le fait que cette dernière fait face à la mainmise du marché par un duopole d'acteurs dominants dans le secteur de la distribution, qui par ailleurs prend également en otage les consommateurs citadins, nous considérons que la Ville doit aller plus loin. Nous demandons ainsi qu'elle s'engage notamment en faveur de :

- Lieux pilotes collectifs pour stockage d'aliments dans des immeubles de la gérance immobilière
- Contractualisation des achats publiques, impliquant les consommateurs, les producteurs et les transformateurs dans une démarche contractuelle
- Action politique au niveau fédéral, à travers l'association des villes de Suisse en faveur du maintien d'une agriculture paysanne liée au sol et ménageant nos ressources. Défense d'un ordre de marché permettant une durabilité économique à travers un rééquilibrage au niveau des négociations des prix en faveur des producteurs.
- Politique d'information sur l'agriculture et les filières alimentaires, ainsi que sur les prix
- Action en faveur de petites structures d'élevage et information sur ces filières

Bien sûr nous nous tiendrons à disposition pour répondre à une sollicitation de la Ville de Genève pour une mise en pratique de ces demandes.

Pour la section genevoise d'Uniterre
Rudi Berli

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

www.uniterre.ch

Section Neuchâtel

Communiqué de presse

Journée internationale des luttes paysannes

Des paysans en luttes contre les usines à lait

Môtiers, le 17 avril 2012. Paysans et sympathisants d'Uniterre ont mené une action devant une exploitation agricole à Môtiers, afin de protester contre les usines à lait, symbolisées par une telle exploitation de 350 vaches laitières.

«La ferme Menoud est un cas concret de ce que souhaitent véritablement les industries laitières comme système agricole. Mais ce système n'induit que des dégradations: celui de l'environnement naturel et social, de la qualité et du prix du lait, de la vie des familles paysannes et de la santé des animaux» explique Philippe Reichenbach, président de la section Neuchâtel d'Uniterre. A tel point que les riverains montent aux barricades suite aux nuisances et que la commune et la chambre d'agriculture s'inquiètent de la légalité d'une telle ferme, dont l'étude d'impact avait été réalisée pour un cheptel deux fois inférieur.

De telles fermes sont une aberration : le fourrage est importé de France ou vient du bas du canton par un incessant bal de camions. Et le bal continue pour épandre le surplus de lisier dont on ne sait plus que faire. De surcroît, les producteurs doivent solliciter des crédits du canton pour équiper de telles usines à lait en machines agricoles. Un endettement pour les paysans, un contrat annuel de livraison de lait et une implication financière cantonale : une situation bien délicate pour mettre le frein à cette machinerie laitière qui s'emballe sans contrôle.

M comme Migros

C'est Elsa, entreprise de transformation laitière appartenant à Migros, qui achète le lait de cette ferme. Migros incite les producteurs à s'agrandir en leur proposant des contrats de lait avec des quantités énormes. En les poussant à une surproduction, le prix du lait s'effondre et fait le beurre des industries. «Depuis la libéralisation des quotas laitiers en 2009, l'Etat a passé le pouvoir à l'industrie» renchérit Paul Sautebin, dont la section jurassienne a tenu à appuyer cette action concrète de luttes paysannes en ce 17 avril.

C'est ainsi que les paysans et sympathisants d'Uniterre ont apposé 4 M géants aux abords de la ferme, pour symboliser la taille ingérable de l'exploitation et dénoncer la politique commerciale de Migros et ses conséquences:

M comme mauvaises odeurs

M comme mort des paysans

M comme méga-usines à lait

M comme marasme laitier

Migros trompe les consommateurs avec ses publicités représentant une image idyllique d'une poignée de vaches Lovely dans un paysage préservé grâce à une famille paysanne heureuse. Mais quelle est l'image et la crédibilité des services de l'Etat neuchâtelois aujourd'hui ? Ceux-ci doivent trouver le courage d'exiger de cette ferme qu'elle se remette aux dimensions autorisées par l'étude d'impact.

Plus d'informations:

(F) Philippe Reichenbach, président section NE Uniterre. 079 640 89 63,
philippe.reichenbach@sunrise.ch



Communiqué de presse – La Via Campesina

17 Avril: Plus de 250 actions dans le monde pour la Journée Internationale des luttes paysannes

(Djakarta, 16 avril 2012) Paysannes et paysans et leurs alliés célébreront la Journée Internationale des luttes paysannes demain, le 17 Avril 2012 en organisant plus de 250 actions et manifestations partout dans le monde.

Cet événement commémore le massacre de 19 paysans sans terres qui réclamaient le droit à la terre et à la justice en 1996 au Brésil (1). La [liste complète des actions](#), allant de conférences universitaires à des occupations de terres, est disponible sur le site www.viacampesina.org

Cette année le mouvement international La Via Campesina se mobilise en opposition à l'offensive actuelle de certains états et de grandes multinationales pour s'appropriier des terres que les paysans et paysannes cultivent depuis des siècles partout dans le monde. Ce que demandent les paysannes et les paysans est simple: ils demandent de pouvoir accéder à la terre pour nourrir leurs communautés. Quand les multinationales s'approprient des terres, elles développent d'énormes plantations de monocultures destinées à l'exportation. Cela ne fait qu'augmenter la faim, les crises sociales et des désastres écologiques tels que les changements climatiques.

Demain les organisations paysannes et leurs alliées vont réclamer des terres au Brésil, dans tout le pays, elles vont organiser des mobilisations de masse pour protester contre les accaparements de terres à Tete au Mozambique ainsi que devant la Cour Constitutionnelle à Djakarta, en Indonésie. A Bruxelles, elles vont lancer [une parodie de site internet de la Commission européenne pour célébrer les 50 ans de la Politique Agricole Commune](#).

Cette journée d'action aura lieu quelques jours avant la Conférence de la Banque Mondiale sur la Terre et la Pauvreté qui se tiendra à Washington D.C., du 23 au 26 avril 2012. Les mobilisations de Via Campesina proclameront l'opposition totale des paysannes et des paysans à l'initiative de la Banque Mondiale pour les Investissements Responsables en Agriculture (RAI) supposée empêcher les abus des accaparements de terres mais qui en fait légitime l'appropriation des terres agricoles par des grandes sociétés et des investisseurs publics de certains pays.

“Dans la dernière ligne droite avant le Sommet de la Terre Rio+20, les paysans, paysannes, les défenseurs de la souveraineté alimentaire ainsi que les mouvements pour une agriculture paysanne durable s'opposent au « capitalisme vert » actuellement promu au niveau international. Nous pensons que la terre, l'eau, les semences et toutes

les ressources naturelles doivent rester dans les mains des paysannes et des paysans afin qu'ils puissent les préserver et nourrir le monde. Elles ne doivent pas passer sous le contrôle des entreprises multinationales qui cherchent à augmenter leurs bénéfices et non à répondre aux besoins des peuples”, a dit Henry Saragih, le coordinateur général de La Via Campesina.

Pour les interviews et pour plus d'informations

Henry Saragih (en anglais): +62 811655668 (Indonésie)

Itelvina Masioli (en espagnol ou portugais): + 55 11 63 59 00 44. (Brésil)

Josie Riffaud (en Français) + 33(0) 6 13 10 52 91 (France)

Ibrahim Coulibaly (en Français) : +22366761126 (Mali)

Plus d'information sur www.viacampesina.org

e-mail: viacampesin@viacampesina.org

(1) Le 17 avril 1996, dans l'Etat de Pará, à Eldorado dos Carajás, la police militaire de l'Etat a tiré sur des paysannes et paysans du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terres (MST), tuant 19 personnes. Ce même jour 1500 femmes et homes du MST occupèrent et bloquèrent l'autoroute BR-150 à Eldorado dos Carajás, avec l'intention de faire pression sur l'Etat et sur le gouvernement fédéral en faveur de la réforme agraire. Aux environs de 16h15 des policiers militaires de deux brigades de l'Etat ont encerclé les manifestants sur l'autoroute, en lançant des grenades lacrymogènes, faisant usage de munitions réelles et de tirs de mitrailleuses. En plus des 19 membres du MST tués durant le massacre, trois autres moururent de leurs blessures et 69 personnes furent blessées. Les autorités de l'État, la police, l'armée et de puissants propriétaires terriens locaux furent impliqués dans la préparation et l'exécution du massacre. Quinze ans plus tard aucun des responsables du massacre à Eldorado dos Carajás n'a été emprisonné ou puni.

--

La Via Campesina Via Campesina is an international movement of peasants, small- and medium-sized producers, landless, rural women, indigenous people, rural youth and agricultural workers. We are an autonomous, pluralist and multicultural movement, independent of any political, economic, or other type of affiliation. Born in 1993, La Via Campesina now gathers about 150 organisations in 70 countries in Asia, Africa, Europe, and the Americas. **International Operational Secretariat:** Jln. Mampang Prapatan XIV no 5 Jakarta Selatan 12790, Indonesia Tel/fax: +62-21-7991890/+62-21-7993426 Email: viacampesina@viacampesina.org

--

You received this message because you are subscribed to the Google Groups "via-info-fr" group.

To post to this group, send email to via-info-fr@googlegroups.com.

To unsubscribe from this group, send email to via-info-fr+unsubscribe@googlegroups.com.

For more options, visit this group at <http://groups.google.com/group/via-info-fr?hl=en>.